

# ECONOMIE 11 EME ANNEE

## I- Introduction :

La comptabilité nationale est un **système comptable macro-économique** permettant une **représentation quantitative** simplifiée des **interdépendances** des **flux** liés à l'activité des différents **agents économiques nationaux** et des **relations** qu'ils entretiennent avec le **reste du monde**.

La comptabilité nationale est un instrument d'information sur l'évolution des **agrégats économiques**. Elle permet de mesurer les performances d'une **économie**.

## II- Les secteurs institutionnels :

Un **secteur institutionnel** est l'ensemble des **unités institutionnelles** exerçant une même fonction principale.

Un certain nombre de **conventions** ont été adoptées pour délimiter et découper le champ de l'analyse retenu ; elles expliquent le regroupement des unités élémentaires en **sept secteurs institutionnels** :

### A- Découpage :

**On distingue :**

#### 1- Le cadre temporel :

La comptabilité nationale comprend bien l'importance que revêt le choix de la période d'analyse. C'est bien en généra l'année civile qui est retenue.

Depuis quelques années on élabore également des comptes trimestriels qui permettent de suivre les évolutions conjoncturelles inférieures à l'année, évacuées par les comptabilités de type annuel.

## **2- Le cadre spatial :**

La comptabilité nationale pourrait choisir de représenter l'activité économique des unités ayant la nationalité française ou celles présentes sur le territoire français ; dans le premier cas, on aurait une définition juridique de l'ensemble national, dans le second on privilégierait le critère géographique.

## **3- Le regroupement :**

Le regroupement des hommes, des unités économiques élémentaires peut être effectué de multiples façons : on peut privilégier l'appartenance à une classe sociale (ouvriers, bourgeois, classes moyennes...) dans une optique sociologique ; dans un groupement d'ordre institutionnel l'accent est mis sur les institutions dans lesquelles agissent les agents (c'est la classification en ménages, entreprises, administrations).

On peut également adopter un critère de regroupement d'ordre fonctionnel, à partir des fonctions exercées : production, consommation, accumulation, financement.

## **B- Les sept secteurs institutionnels :**

### **1- Les sociétés et quasi-sociétés non financières (SQSNF)**

Il s'agit du regroupement d'unités institutionnelles qui ont pour fonction principale de produire des biens et des services marchands non financiers et qui ont pour ressources principales le produit de leurs ventes (celles-ci doivent représenter au moins **50%** de leurs ressources).

La forme sociétaire est importante : les formes juridiques peuvent être variées : sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée, société en nom collectif..., les sociétés se caractérisent par le fait qu'elles ont une personnalité morale distincte, autonome.

Les entreprises individuelles qui n'ont pas de personnalité distincte de celle de l'entrepreneur individuel sont donc exclues de ce secteur institutionnel; leur activité apparaîtra dans le secteur des ménages, des agriculteurs, des petits artisans, des commerçants, professions libérales, petits industriels...

## 2- Les institutions de crédits :

Ce secteur regroupe les unités institutionnelles dont la fonction principale est de financer, c'est-à-dire de collecter, transformer et répartir les disponibilités financières.

Le rôle des institutions de crédit est de mettre en rapport les agents ayant des besoins de financement, à la recherche de fonds avec ceux ayant des capacités de financement, et recherchant des placements.

Une distinction est opérée en deux sous-secteurs : les institutions de crédit monétaire se caractérisent par le pouvoir de créer de la monnaie et les institutions de crédit non monétaire ne créent pas de monnaie.

## 3- Les entreprises d'assurance :

Les entreprises regroupées dans ce secteur ont la caractéristique commune de garantir le paiement d'une indemnité en cas de réalisation d'un risque, transformant ainsi des risques individuels en risques collectifs.

Les ressources sont constituées par des primes ou des cotisations volontairement consenties par l'assuré (ce qui le distingue des cotisations de sécurité sociale).

**Les objets des contrats** peuvent être très variés : assurance **auto** ou **moto**, **assurance-vie**, **décès**, **assurance grêle**, **incendie**, **vol**...

## 4- Les administrations publiques :

Il s'agit du regroupement d'unités caractérisées par une double fonction principale : produire des services non marchands destinés à l'ensemble de la collectivité d'une part, effectuer des opérations de redistribution du revenu ou de la richesse, d'autre part.

Les ressources sont principalement constituées par des prélèvements **obligatoires** : **impôts**, **cotisations sociales**. Ce secteur est décomposé en **trois sous-secteurs** :

-**les administrations publiques centrales** regroupent les services de l'Etat et des organismes sous sa dépendance directe (CNRS, Lycée, ANPE, Ministères...).

-les **administrations publiques locales** (collectivités locales) ;

-les **administrations de sécurité sociale** qui ont pour fonction de répartir des prestations à partir des cotisations sociales obligatoires prélevés sur les assujetés.

#### 5- Les administrations privées :

Ce sont des organismes privés sans but lucratif dont la fonction principale est de fournir des services non marchands ou marchands.

Leurs ressources proviennent pour l'essentiel de contributions volontaires. Ce secteur regroupe des unités très diverses : **organisations culturelles** et **communautés religieuses**, **partis politiques** et **syndicats**, **Croix-Rouge** et **associations diverses** de joueurs, de **pêcheurs**, etc.

#### 6- Les ménages :

La fonction principale des unités appartenant à ce secteur est de consommer et éventuellement, en tant qu'entrepreneurs individuels, de produire de biens et services marchands non financiers.

Les ressources des ménages proviennent d'une part de la rémunération des facteurs de production (travail, capital, terre) ; il s'agit de salaires, d'intérêts de dividendes de loyers ; mais une bonne partie des transferts versés par d'autres secteurs (prestations sociales par exemple) ; enfin une troisième partie provient des ventes de biens et services opérées par les ménages en tant qu'entrepreneurs individuels.

A l'intérieur de ce secteur, on distingue les ménages ordinaires : ensemble des personnes vivant dans un logement séparé ou indépendant (**une personne vivant seule constitue un ménage**) des ménages collectifs qui regroupent la **population des collectivités** : **internats, casernes, asiles, prisons, couvents...**

#### 7- Le reste du monde :

Ceci n'est pas un véritable secteur institutionnel car il ne rend compte de l'activité des unités non résidentes que dans la mesure où elles sont entrées en relation avec des unités résidentes.

Il est décomposé selon la localisation géographique en départements et territoires d'outre-mer, pays de la zone franc et étranger, avec une sous-distinction en pays de la Communauté Economique et étranger.

### III- Les différentes opérations économiques :

L'activité économique se manifeste par un certain nombre d'opérations que les comptables nationaux classent en fonction de leur nature économique : les **opérations sur biens et services** d'une part, les **opérations de répartition**, enfin les **opérations financières**.

On appelle **opérations économiques**, les **flux** entre **agents économiques**. On distingue :

#### 1- Les Opérations sur biens et services :

Cette catégorie regroupe l'ensemble des opérations ayant trait à la création et à l'utilisation de biens et services ; il s'agit des opérations de production, de consommation, de formation de capital et des opérations avec l'extérieur (importations et exportations).

Au niveau de l'économie nationale, on peut rappeler que production et importations constituent des ressources alors que consommation, formation de capital et exportations sont des emplois ; il y a nécessairement équilibre entre la somme des ressources et la somme des emplois.

Les opérations de production retenues par le **SECN** (Société des Experts Comptables Nationaux) est une réalité bien ... construite.

En **URSS** et dans les pays du **Comecon** on utilise la comptabilité dite du produit matériel. On ne retient que la production de biens et de services nécessaires à la circulation de ces biens.

Une bonne partie de des services est exclue de cette définition : le travail d'un médecin ou d'un enseignant, celui d'une secrétaire l'est si elle travaille dans une usine, dans un combinat mais il ne l'est pas si elle travaille dans des activités de services ou au Gosplan.

Les activités de services de transport sont incluses dans la production s'il s'agit de transports de marchandises ; par contre le transport de voyageurs n'est pas considéré comme une activité productive. Dans cette conception marxiste, produire c'est cristalliser le travail socialement nécessaire en un bien matériel, d'où l'exclusion des services qui ne s'incorporent pas directement dans un bien matériel donné (et le traitement est distinct des services de transport-marchandises et de voyageurs...).

Dans le SECN français, actuellement utilisé, la production est définie comme « **l'activité socialement organisée des unités résidentes, consistant à créer des biens et des services habituellement échangés sur le marché et / ou obtenus à partir de facteurs de production s'échangeant sur le marché** ».

## 2- La consommation :

Il convient de distinguer la **consommation intermédiaire** de la **consommation finale**.

**a- La consommation intermédiaire** représente la valeur des biens (autres que les biens de capital fixe) et des services marchands consommés au cours de la période dans le processus courant de production.

Il s'agit d'une consommation intermédiaire en ce sens qu'il y a disparition complète des biens en question, soit par incorporation dans des produits plus élaborés (c'est le cas des matières premières qui sont transformées au cours du processus de production), soit par destruction (fuel utilisé pour faire tourner les machines).

**b- La consommation finale** représente la valeur des biens et des services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains, besoins individuels ou collectifs : elle est le fait des ménages et des administrations, tant publiques que privées.

La consommation finale des ménages concerne en quasi-totalité des biens et des services marchands (dans leur consommation de services non marchands figurent les services domestiques fournis par le personnel salarié qu'ils emploient), y compris les biens durables (automobiles, équipements ménagers).

## 3- La formation de capital :

L'investissement ou formation de capital revêt deux formes : **la formation brute de capital fixe** et **la formation des stocks**.

**a- La formation brute de capital fixe** (en abrégé FBCF) représente la valeur des biens durables acquis par les unités de production. Il est à noter que la FBCF des ménages ne concerne que l'acquisition de logements, tous les autres achats de biens durables sont traités en consommation finale.

Une autre convention concerne les administrations publiques militaires : les biens durables acquis par ces dernières (Cuirassés, porte-avions) sont considérés comme consommation intermédiaire et non comme FBCF.

**Formation nette de capital fixe = Formation brute de capital fixe – amortissement**

**b- La formation des stocks** (ou variation) les stocks comprennent tous les biens autres que les

biens de capital fixe, détenus à un moment donné par les unités de productions.

La comptabilité nationale n'enregistre pas les quantités stockées mais simplement les variations (positives ou négatives) intervenues dans le volume des stocks entre le début et la fin de l'année (les plus-values sur stocks résultant de variations de prix ne sont pas comptabilisées).

#### 4- Les opérations avec l'extérieur :

Il s'agit des exportations et des importations portant à la fois sur les biens et les services (services de transports, d'assurances...).

Les exportations de biens sont évaluées « **Free on Board** » (FOB) c'est-à-dire au prix du marché à la frontière française ; les importations sont évaluées CAF (« **Coût, Assurance, Fret** ») qui est la valeur des biens à leur entrée sur le territoire.

#### 5- Les Opérations de répartition :

A toute opération de production est associée la naissance d'un flux de revenu ; par opérations de répartition, la SECN entend « **les opérations de distribution et de redistribution du revenu issu de la production ainsi que des flux de revenu avec le reste du monde** ».

La nomenclature des opérations de répartition **comprend sept rubriques** :

#### 6- La rémunération des salariés :

Elle comprend tous les versements effectués et avantages fournis par les employeurs au titre de rémunération du travail accompli par les salariés au cours de la période considérée. On y trouve notamment :

- **les salaires et traitements bruts** ; le qualificatif de « **brut** » signifie ici que cette évaluation est effectuée avant déduction de la part des cotisations sociales à la charge des salariés ;

- **les cotisations sociales** effectives à la charge des employeurs, versées directement par les employeurs aux organismes assureurs, ces cotisations d'employeurs (distinctes des cotisations à la charge des salariés) sont considérées comme constituant un salaire direct pour les salariés.

## **7- Les impôts liés à la production et à l'importation :**

Ce sont des prélèvements obligatoires opérés sur les unités productrices qui frappent la production et l'importation de biens et services ou l'utilisation de facteurs de production. Ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation. Il s'agit notamment de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), des impôts liés à la production (taxes sur les produits pétroliers, impôts sur les alcools), impôts divers supportés par les producteurs (taxe professionnelle, vignette...).

## **8- Les subventions d'exportation :**

Ce sont des transferts effectués par les administrations publiques et éventuellement les institutions de la CEE ou autres, aux unités productrices pour leur permettre de vendre à un prix inférieur aux coûts de production.

## **9- Les revenus de la propriété et de l'entreprise :**

Dans cette rubrique, on trouve les intérêts, les revenus de la terre (fermages et métayages), les revenus des actifs incorporels (droits d'auteur, licence d'exploitation de brevets d'invention), les dividendes et revenus distribués par les sociétés.

## **10- Les opérations d'assurance dommages :**

Ces opérations regroupent les versements de primes opérées par les assurés et la remise d'indemnités opérée à leur profit par les entreprises d'assurance.

## **11- Les transferts courants non dénommés ailleurs :**

Dans cette rubrique on trouve les impôts courants sur le revenu et le patrimoine (sur le bénéfice des sociétés, impôts sur revenu des personnes physiques, etc.) ; avec l'ensemble des prestations sociales.

Les transferts liés à la coopération internationale et les transferts privés internationaux sont isolés à l'intérieur de la rubrique générale ou on trouve des transferts de nature très diverse (redevances pour passeport, permis de conduire, permis de chasse...), les legs et donations, etc.

## 12- Transferts en capital :

Ces transferts n'influencent pas directement la consommation des bénéficiaires, mais au contraire leur investissement ; il s'agit par exemple des aides à l'investissement, des impôts en capital (prélèvements sur les donations et successions), enfin des opérations de dédommagement pour dommages de guerre ou calamités naturelles.

## IV- Les Comptes d'opérations non financières :

Il est l'ensemble des **comptes de production, d'exploitation de revenus, d'utilisation de revenus** et de **capital** d'un secteur institutionnel.

C'est un tableau à **deux parties** : le **côté gauche** appelé **emplois** et le **côté droit** appelé **ressources**.

- **Emplois**, on y enregistre toutes les dépenses effectuées par un secteur institutionnel.
- **Ressources**, on y enregistre les ressources reçues par le secteur.

### 1- Présentation du CONF :

#### a- Cas des ménages.

Consommation intermédiaire		Production
Salaires versés		Subvention d'exploitation
Impôts /Consommation		Prestations sociales
Impôts/Revenu		Intérêts et dividendes reçus
Consommation finale		Aides à l'investissement
$\Delta$ de stock		Indemnités reçues
FBCF		Autres transferts reçus
Capacité de financement		Besoin de financement

**b- Cas des SCSNF.**

<b>Emplois</b>			<b>Ressources</b>
Consommation intermédiaire Salaires versés Impôts sur la consommation Impôts sur le bénéfice Primes d'assurance Cotisations sociales Dividendes versées Autres formations Δ Stock FBCF Capacité de financement (+)			Production Subvention d'exploitation Prestations sociales Intérêts et dividendes reçus Aides à l'investissement Autres transferts reçus  Besoin de financement

**c- Cas des administrations.**

<b>Emploi</b>	<b>Ressources</b>
Consommation intermédiaire Subvention d'exploitation Salaires versés Consommation finale Transferts en capital versés Capacité de financement (+)	Production Impôts reçus Salaires reçus Transferts en capital reçus  Besoin de financement (+)

**V- Les Opérations financières :**

**a- Définition :**

Ce sont les opérations relatives à la création et à la circulation des moyens de paiement, de placement et de financement.

Elles portent sur des droits financiers appelés **créances** et **dettes**. Ces dernières peuvent être matérialisées par un support – billets, monnaies métalliques, titres, effets – ou se traduire par de simples écritures dans des comptes ouverts dans les institutions spécialisées.

#### **b- Nomenclature :**

La SECN distingue **quatre grandes catégories d'opérations financières**, d'après les instruments sur lesquels elles portent :

**-les instruments de paiement** sont les créances directement utilisables, sans transformation préalable, pour effectuer un règlement sur le territoire national ou à l'extérieur de celui-ci. On y trouve (pièces, billets et tous dépôts susceptibles d'être transférés par chèque ou virement) ;

**-les instruments de placement** regroupent les créances qui sont acquises par la seule décision d'un créancier de mettre en réserve un moyen de paiement ; ils sont émis en principe par les intermédiaires financiers ou sur un marché largement ouvert ; leur liquidité est plus ou moins grande selon le cas : dépôts à vue (caisses d'Épargne) ou à terme, bons, négociables ou non, actions ou obligations ;

**-les instruments de financement** sont des droits financiers traduisant une relation spécifique entre un prêteur et un emprunteur ;

**-les réserves techniques d'assurance** sont les engagements qui résultent, pour les organismes qui gèrent des contrats d'assurance, du jeu même de leur activité.

#### **VI- Les Deux catégories de comptes :**

On a **deux séries de comptes** : les **comptes de secteur** d'une part, les **comptes d'opération** d'autre part.

##### **1- Les Comptes de secteurs :**

Toutes les opérations concernant chacun des sept secteurs institutionnels font l'objet d'un regroupement dans les comptes établis sur deux colonnes.

On rappelle que les **ressources** (et les **flux nets de dettes**) sont inscrites **à droite** (**convention comptable**), les divers **emplois** (et les **flux nets de dettes**) **à gauche**.

Dans le SECN, tous les secteurs institutionnels (à l'exception du « **Reste du Monde** » qui a un statut particulier) disposent d'une **série de six comptes : compte de production, d'exploitation, de revenu, d'utilisation du revenu, de capital, compte financier.**

Tous ces comptes sont liés par des soldes qui ont des significations économiques précises.

## 2- Le Compte de production :

Ce compte décrit la liaison entre la production et la consommation intermédiaire nécessaire à sa réalisation.

La structure est extrêmement simple ; en ressources (à droite) on trouve la valeur de la production de biens et services marchands réalisée au cours de l'année ; en emplois (à gauche), la valeur de la consommation intermédiaire; pour équilibrer le total des ressources et des emplois, on fait apparaître, en emplois, le solde de ce compte qui s'appelle la valeur ajoutée brute.

Emplois	Ressources
Consommation intermédiaire 3 805	Production de biens et de services marchands 7 336
Valeur ajoutée brute 3 531	
-----	
<b>Total :</b> <b>7 336</b>	<b>Total :</b> <b>7 336</b>
	-----
	<b>7 336</b>

La valeur ajoutée brute est donc définie comme l'excès de la valeur de la production sur la consommation intermédiaire ; elle est « **brute** » car elle inclut la consommation de capital fixe ; pour obtenir la valeur ajoutée réelle il faudrait déduire la consommation de capital fixe (dont le montant n'est d'ailleurs pas indiqué dans le rapport sur les comptes de la Nation). **On a donc :**

**Valeur Ajoutée = Production – Consommation intermédiaire.**

## 3- Le Compte d'exploitation :

Il a pour objet l'enregistrement des opérations de répartition liées à la production.

En ressources on y trouve essentiellement la valeur ajoutée brute ; les subventions d'exploitation ne constituent qu'une ressource négligeable pour l'ensemble des SQSNF, même si elles sont essentielles pour certaines.

Dans les emplois, la rubrique la plus importante est constituée par la rémunération des salariés qui représente, pour l'année considérée plus des deux tiers de la valeur ajoutée brute (on a fait figurer dans le tableau la décomposition de cette rubrique en salaires et traitements bruts d'une part, cotisations sociales d'autre part pour rendre compte de l'importance relative de ce que l'on peut appeler le salaire indirect par rapport au salaire direct).

On prend également en compte les impôts indirects autres que la TVA (laquelle n'est pas comprise dans les charges des producteurs et dont le traitement particulier sera précisé plus loin).

Le solde du compte d'exploitation (en gras ci-après) est défini comme l'Excédent Brut d'Exploitation (le résultat est là encore brut faute de déduction de la consommation de capital fixe).

Ce solde mesure le résultat de l'activité de production des SQSNF après paiement des charges salariales et versement des prélèvements obligatoires liés à la production.

Ce solde est indépendant des modalités de financement des capitaux mis en œuvre dans l'entreprise ; les versements d'intérêts correspondant à la rémunération de ces derniers sont pris en compte en effet non dans le compte d'exploitation, mais dans le compte de revenu.

**Tableau : Compte d'exploitation (SQSNF en milliards de francs)**

<b>Emplois</b>		<b>Ressources</b>	
Rémunération des salariés	2 144	Valeur ajoutée brute	3 531
Dont :		Subvention d'exploitation	95
Salaires et traitements bruts	1 549		
Cotisations sociales des employés	595		
Impôts directs (sauf TVA)	327		
<b>Excédent brut d'exportation</b>	<b>1 155</b>		
	-----		-----
<b>Total :</b>	<b>3 626</b>	<b>Total :</b>	<b>3 626</b>

#### **4- Le compte de revenu :**

Ce compte a pour objet l'enregistrement des opérations de répartition non directement liées à la production.

L'essentiel des ressources est constitué par l'excédent brut d'exploitation, et dont la reprise assure la liaison avec le compte d'exploitation (et aussi de ce fait avec le compte de production) ; les revenus de la propriété et de l'entreprise (loyers, intérêts perçus...) sont recensés dans ce compte car ils ne sont pas liés à l'activité de production.

Les indemnités reçues au titre des assurances comme compensation des dommages, constituent également des ressources alors que les primes d'assurance versées apparaissent en emplois.

Mais les emplois les plus importants sont les impôts versés aux administrations publiques (impôts sur les sociétés) et des revenus de la propriété et de l'entreprise ; versement d'intérêts aux banques et institutions de crédit, de loyers pour les immeubles occupés, etc.

Le solde de ce compte est le **Revenu Disponible Brut** : il représente le revenu dont le secteur institutionnel a disposé une fois effectué toutes les opérations de redistribution.

Le terme de « **Profit** » n'est pas utilisé dans la comptabilité nationale. Suivant l'objet de l'analyse, on peut estimer que le Revenu Disponible Brut ou « **Excédent Brut d'Exploitation** » en sont la traduction comptable.

**Tableau : Compte de Revenu (SQSNF en milliards de francs)**

Emplois		Ressources	
Impôts	135	Excédent Brut d'Exploitation	1 155
Revenu de la propriété et de l'entreprise	639	Revenu de la propriété et de l'entreprise	
Primes d'assurance	30	Et ressources diverses	333
Divers (transports, etc.)	135	Indemnités d'assurance dommage	28
Revenu Disponible Brut	-----		-----
<b>Total :</b>	<b>1 516</b>	<b>Total :</b>	<b>1 516</b>

### 5- Le Compte d'utilisation du revenu:

Son objet est de montrer comment se répartit le Revenu Disponible Brut entre consommation finale et épargne. Toutefois, par convention les SQSNF n'ont aucune consommation finale, ce compte est sans intérêt pour ce secteur ; le nouveau solde, l'**Epargne Brut** est égal au revenu disponible brut, solde du compte de revenu.

**Tableau : Compte d'utilisation de revenu (SQSNF en milliards de francs)**

Emplois		Ressources	
<b>Epargne Brute</b>	577	<b>Revenu disponible brut</b>	577
	-----		-----
<b>Total :</b>	<b>577</b>	<b>Total :</b>	<b>577</b>

C'est évidemment pour les ménages que ce compte donne une indication essentielle ; on y lit directement le partage du revenu disponible brut des ménages en consommation finale 1 et épargne

brute ; le rapport de l'épargne brute des ménages à leur revenu disponible brut définit le taux d'épargne des ménages ou propension moyenne à épargner ; ce taux établit de **12%** en **1990**.

La propension moyenne à consommer ; rapport de la consommation finale au revenu disponible brut était (par conséquent de **100% - 12% = 88% = 0,88**).

## 6- Le Compte de capital :

Ce compte décrit les opérations liées aux investissements, c'est-à-dire celles liées aux acquisitions d'actifs physiques, réels par opposition aux opérations sur les actifs financiers qui seront retracées dans le compte financier.

-----

### 1. Qui apparaît donc comme Emploi du compte d'utilisation du revenu.

L'essentiel de ses ressources est constitué par l'épargne brute, solde de compte précédent ; les aides à l'investissement et les opérations de transfert en capital ne représentent au total que les ressources négligeables.

En ce qui concerne les emplois, les deux postes clé sont la formation brute de capital fixe (**FBCF**) et la valorisation de stocks qui est ici positive. Il faut peut être rappeler encore une fois que ce sont les variations de stock (et non pas la valeur des stocks) qui sont ici comptabilisées et que, en conséquence, ce poste, qui est en général positif peut devenir négatif dans le cas où le secteur considéré diminue ses stocks.

**Tableau : Compte de capital (SQSNF en milliards de francs).**

Emplois		Ressources	
FBCF	672	<b>Epargne brute</b>	577
Variation de stock	25	Transfert en capital	
Acquisition de terrains et autres actifs	43	(aides à l'investissement)	49
Transfert en capital	17		
<b>Capita (+) ou Besoin (-)</b>			
<b>De financement</b>	-131		
	-----		-----
<b>Total :</b>	<b>626</b>	<b>Total :</b>	<b>626</b>

Le solde de capital permet de calculer le taux d'auto-financement du secteur, défini par le rapport de l'épargne brute (**577**) et les transferts en capital nets (**49 - 17**) à la FBCF accrue de la variation de stocks et des acquisitions (**672 + 25 + 43**) ; les SQSNF ont ainsi des besoins de financement alors que les ménages ont généralement une capacité de financement.

On retrouve la confirmation de l'idée selon laquelle, pour l'essentiel ce sont les ménages qui épargnent et les entreprises investissent.

## 7- Le Compte financier :

Ce compte regroupe toutes les opérations financières et seulement les opérations financières, concernant le secteur considéré avec un principe d'enregistrement différent de celui adopté pour l'ensemble des autres comptes ; à la présentation en emplois et ressources on substitue l'enregistrement en flux net de créances (à gauche) et de dettes (à droite).

Si on envisage les flux nets de créances il apparaît que dans l'année considérée les SQSNF ont accru leurs encaisses (ou si l'on préfère la quantité de monnaie qu'elles détiennent) ainsi que leurs dépôts non monétaires auprès des institutions spécialisées.

Mais parallèlement leur endettement sous forme de dépôts non monétaires et de bons à court terme s'est également accru. Elles ont également accru leurs créances en matière, ce qui signifie qu'elles ont également prêté, consenti des crédits à d'autres secteurs. Il en va de même pour les actions et les obligations, qui sont des titres représentatifs d'un emprunt à long terme qui donnent lieu à versement d'une rémunération annuelle sous forme d'intérêts dont le taux (10% ou 15% du montant prêté) a été fixé lors de l'émission ; ces titres sont remboursables selon les modalités variables.

Les actions ne sont pas au sens juridique des créances mais des droits de propriété (qui ne sont donc pas remboursables) et qui donnent lieu chaque année à distribution de dividendes dont le montant dépend des résultats de l'exploitation de l'entreprise considérée.

Le solde de créances et des dettes est la différence entre le flux net des créances et le flux net des dettes : il figure toujours par convention dans la colonne de droite avec un signe (+) ou (-) suivant le cas.

Dans le cas présent, le fait que ce solde soit négatif (- **146 milliards**) signifie que l'endettement de ce secteur a progressé plus vite que le montant des créances ; ce dernier s'est accru seulement de **758 milliards** alors que le flux net des dettes croissait de **904 milliards** (la différence entre ces deux chiffres représente justement le solde des créances et dettes).

**Tableau : Compte financier (SQSNF en milliards de francs)**

Emplois		Ressources	
Monnaie	67	Dépôts non monétaires et bons à court terme	36
Dépôts non monétaires	31	Obligations	33
Obligations	32	Actions	215
Actions	335	Prêts à court terme	357
Prêts à court terme	277	Prêts à moyen terme	263
Prêts à moyen et long terme	----		
Réserves primes d'assurance	5	<b>Soldes des créances et dettes</b>	<b>- 146</b>
	-----		-----
<b>Total :</b>	<b>758</b>	<b>Total :</b>	<b>758</b>
		Ajustement	
		<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>- 131</b>

Les deux dernières lignes du compte financier permettent justement de comparer la capacité ou besoin de financement, solde du compte de capital, avec le solde du compte financier. L'un est contre- partie de l'autre.

Si toutes les opérations étaient enregistrées sans erreurs, les deux soldes devraient être rigoureusement égaux. Or on constate une erreur, un ajustement qui est égal par définition à la différence entre les deux soldes. Cette erreur est due à de multiples causes : saisies statistiques erronées, non repérage de certaines transactions illicites (drogue, contrebande, etc.).

### **EXERCICE :**

Application numérique : les chiffres suivants concernent le secteur institutionnel des ménages **en 1978**. Pourriez-vous y remettre un peu d'ordre et déterminer les soldes successifs des différents comptes ?

1. La consommation intermédiaire a été de 275 millions de francs.
2. La consommation finale a été de 1 315 millions de francs.
3. Les ménages ont reçu 6 millions de subventions d'exploitation et 3 millions d'aide à l'investissement.
4. Ils ont accru leurs stocks de 2 millions.
5. Ils ont reçu de leurs employeurs des salaires nets de cotisations sociales, d'un montant de 765 millions de francs.
6. Ils ont produit 818 millions de biens et services.

7. Ils ont acquitté 125 millions d'impôt sur le revenu et 3 millions d'impôt sur le capital.
8. Ils ont versé 49 millions d'intérêts et encaissé 108 millions d'intérêts et de dividendes.
9. Les salariés employés par les ménages ont représenté une charge de 101 millions.
10. La FBCF a été de 166 millions.
11. Les prestations sociales encaissées représentaient 490 millions.
12. Les indemnités reçues des compagnies d'assurances ont représenté 36 millions alors que les primes versées ont été de 30 millions.
13. Les charges d'exploitation diverses et les impôts liés à la production ont représenté 14 millions.

### **QUESTIONS :**

- 1- Quelles ont été les valeurs des propensions moyennes à consommer et à épargner des ménages en 1978 ?
- 2- Quelles réflexions vous suggèrent ces deux chiffres ?
- 3- Quelle est la signification économique du solde du dernier compte ?

### **VII- Les agrégats économiques et les ratios:**

#### **A- Les agrégats économiques :**

Les **agrégats** sont des **grandeurs synthétiques** qui mesurent le **résultat** de l'ensemble de l'**activité**.

Les agrégats peuvent être globaux ou évalués par tête. On distinguera des agrégats de production des agrégats de revenu.

#### **1- Le produit Intérieur Brut : (PIB)**

Le principal agrégat du SECN est le produit intérieur brut, il peut être défini à partir de trois approches qui conduisent au même résultat :

- **dans l'optique de la production**, le PIB est défini comme la somme des valeurs ajoutées par les différents secteurs ; il peut donc être calculé à partir de soldes des comptes de production dont l'ensemble est repris, on l'a vu dans le **TEE**.

Compte tenu des conventions comptables de traitement de la **TVA** et des droits de douane, le PIB (aux prix du marché) **se calcule ainsi** :

**PIB = valeurs ajoutées des branches + TVA grevant les produits + droits de douane.**

- **dans l'optique de la dépense**, le PIB est défini à partir de la demande finale dont on déduit les importations (c'est cette égalité que l'on a déjà rencontrée dans l'analyse du **TES**). **D'où l'égalité** :

**PIB + Emplois finaux – Importations avec**

**Emplois finaux = Consommation finale + FBCF +Variation de stocks + Exportations**

- **dans l'optique du revenu**, le PIB est défini à partir des revenus distribués tels que les décrivent les comptes d'exploitation (toute opération de production crée en effet une valeur ajoutée d'où naît un flux équivalent de revenu).

**L'égalité s'écrit** :

**PIB =**

**Somme des rémunérations des salariés versées par les unités résidentes + Impôts liés à la production.**

(déduction faite des subventions d'exploitation)

Le PIB peut être décomposé entre produit intérieur brut marchand et non marchand.

## **2- Le Produit National Brut : (PNB)**

Le Produit National Brut se déduit du PIB en ajoutant à ce dernier les revenus de facteurs (travail de la propriété et de l'entreprise), reçus du reste du monde nets de ceux versés au reste du monde.

**Produit national brut aux prix du marché = produit intérieur brut aux prix du marché + revenus de facteurs reçus du reste du monde – revenus de facteurs versés au reste du monde.**

La différence d'optique entre les deux agrégats est la suivante : le **PIB** mesure la production réalisée par les unités de production résidentes alors que le **PNB** mesure la production réalisée dans les facteurs de production (travail, propriété, entreprise) fournis par des résidents.

Ainsi, la production d'une firme américaine en France est incluse dans la valeur du PIB français dans la mesure où l'unité de production étudiée est considérée comme résidente en France ; mais une bonne partie des facteurs de production est fournie par des non-résidents français, c'est-à-dire des résidents appartenant aux Etats-Unis ; il faut donc, dans le calcul du PNB des Etats-Unis introduire

une mesure de la production due aux facteurs de production américains en France et les déduire également du PIB français.

Il est à noter que la différence entre les évolutions du PNB et du PIB est faible pour des pays comme la France ; mais elle peut être importante dans d'autres cas, notamment pour les pays en voie de développement, de l'ordre de 10 à 15%.

### 3- Le Revenu National :

Le national peut être défini au prix du marché (ce n'est pas chose que le produit national net) ou au coût des facteurs de ; le second e déduit du premier en retirant les impôts indirects nets des subventions d'exploitation.

- **Du Produit national brut au Produit national net**

L'agrégat dont il convient de partir est donc le produit national brut (et non pas le produit intérieur brut ; mais le passage de l'un à l'autre a été précisé ci-dessus) ; par déduction de la consommation de capita net ou revenu national (au prix du marché) ; n'est considéré comme revenu distribuable aux différents facteurs de production que la somme des valeurs ajoutées nettes des consommations de capital fixe (celles-ci sont nécessaires pour maintenir en état le stock de capital productif des différents secteurs).

**Revenu national au prix du marché = PNB – consommation de capital fixe.**

- **Du Revenu National net au prix du marché**

**au Revenu National net des facteurs :**

Pour avoir les revenus réellement touchés par les facteurs de production (travail, propriété, entreprise) il faut déduire les impôts indirects (nets des subventions d'exploitation) qui entrent dans le prix du marché (auquel sont évaluées les différentes productions) mais qui ne sont pas effectivement perçus comme revenus par les facteurs de production. **D'où l'égalité :**

**Revenu National net des facteurs = RNN p.m – (Impôts nets des subventions d'exploitation).**

Le Revenu National des facteurs est donc la somme de la rémunération des travailleurs salariés (**salaires + charges**) et des excédents nets d'exploitation des différents secteurs producteurs ; ces derniers donnent naissance aux revenus de la propriété, de l'entreprise et du travail non salarié sous forme de loyers d'intérêts, dividendes et rémunérations diverses...

## B- Les ratios :

Un **ratio** est par définition le rapport entre **deux grandeurs économiques**. Il est donc intéressant de calculer les ratios pour expliquer davantage les relations qui existent d'une part entre les agrégats et d'autre part les résultats découlant de l'activité économique.

- Taux d'épargne :

$$TE = \frac{\text{Epargne Brute}}{\text{PIB}} \times 100$$

- Taux d'investissement :

$$TI = \frac{\text{Formation Brute du Capital Fixe}}{\text{Produit Intérieur Brut}} \times 100$$

- Taux de prélèvement obligatoires :

$$TPO = \frac{\text{Impôts + cotisations sociales}}{\text{PIB}} \times 100$$

- Balance commerciale :

$$BC = X - M$$

- Propension moyenne à consommer :

$$PMC = \frac{\text{Capital fixe des ménages}}{\text{Revenu Disponible Brut}}$$

- Propension moyenne à épargner :

$$PME = \frac{\text{Epargne brute des ménages}}{\text{Revenu Disponible Brut}}$$

- Taux d'autofinancement :

$$TA = \frac{\text{Epargne Brute}}{\text{Produit Intérieur Brut}} \times 100$$

- Propension moyenne à importer du pays :

$$PMI = \frac{M}{\text{PIB}} \times 100$$

- Propension moyenne à exporter du pays :

$$PMX = \frac{X}{\text{PIB}} \times 100$$

- Taux de couverture :

$$TC = \frac{X}{M} \times 100$$

## VIII- Equilibre général de l'économie :

L'équilibre entre **emplois** et **ressources** est un équilibre entre les **biens** et les **services** disponibles (**ressources**) et les différentes utilisations qui en sont faites (**emplois**). C'est donc l'idée selon laquelle toute ressource nationale doit trouver un emploi.

En économie ouverte, on a :

- Ressources = PIB + Importation
- Emplois = C F + FBCF +  $\Delta$  Stock + X

L'équilibre de l'équilibre macro-économique de l'économie ouverte est :

$$\text{PIB} + \text{M} = \text{CF} + \text{FBCF} + \Delta \text{ Stock} + \text{X}$$

**NB.** En économie fermée, les importations et les exportations ne sont pas prises en compte, car on ne prend pas en considération les relations avec l'extérieur.

## IX- Le Tableau de Synthèse Economique : TES

Pour avoir une représentation d'ensemble de l'activité économique faisant apparaître les sous-ensembles cohérents ainsi que leurs liaisons, les comptables nationaux établissent le tableau **entrée - sortie** qu'on appelle le (**TES**) et le **tableau économique d'ensemble (TES)**.

### 1- Tableau Entrée – Sortie : (TES)

Le TES est un tableau destiné à décrire la **structure** de la production nationale. Le **premier tableau** de ce type portait sur la structure de l'appareil productif des **Etats-Unis** et fut publié par l'économiste **Leontief en 1939**.

Le TES est une présentation synthétique des comptes de production et d'exploitation des branches et des équilibres des ressources et emplois des produits.

Dans ce tableau à **double entrée**, on lit en **colonne** les comptes de **production** et d'**exploitation** des branches et en **ligne** les équilibres des **ressources d'emploi**.

Chaque colonne d'écrit les **achats** d'une branche en **produits** des diverses branches.

Chaque ligne décrit les **ventes** d'un produit des diverses branches qui l'utiliseront à titre de **consommation intermédiaire**.

Le TES est constitué de (4) **tableaux** réunis qui sont :

**a- Le tableau des entrées intermédiaires :**

Il fait apparaître les différentes branches en colonne et les productions en ligne.

Branches/ <b>Produits</b>	Branche1	Branche2	Branche3	<b>ΣCI/Produits</b>
Produit A				ΣCI/Produit A
Produit B				ΣCI/Produit B
Produit C				ΣCI/Produit C
<b>ΣCI/Branches</b>	ΣCI/B1	ΣCI/B2	ΣCI/B3	

**b- Le tableau des emplois finaux :**

Il regroupe les éléments suivants : le **CF**, la **FBCF**, le **Δ stock** et les **exportations**.

<b>CF</b>	<b>FBCF</b>	<b>Δ Stock</b>	<b>X</b>	<b>Σ emplois</b>
<b>Actions/Ménages</b>				

**c- Le tableau du compte de production :**

Il est composé des éléments du compte de production tels que : la **production**, la **consommation intermédiaire** et la **valeur ajoutée**.

ΣCI				ΣCI/Branches
Productions/Branches				Production totale
VA/Branches				ΣVA

#### d- Le tableau des ressources en produit :

Ce tableau comprend l'ensemble des ressources de l'économie comme : les **productions** et les **importations**.

Productions/Branches				Productions totales
Importations/Branches				Importations totales
$\Sigma$ /Branches				Ressources totales

#### 2- Tableau Economique d'Ensemble : (TEE)

Le tableau économique d'ensemble est un tableau synthétique qui fait apparaître les différents comptes de chacun des secteurs institutionnels ainsi que les relations de chaque secteur avec le reste du monde.

#### X- L'entreprise :

Une entreprise est une **structure économique et sociale** qui combine les **moyens humains, matériels** et **financiers** pour produire des **biens** et des **services**, lesquels seront décaulés sur le **marché** en vue de réaliser du **profit** ou du **bénéfice**.

Les moyens utilisés par l'entreprise pour assurer sa production sont appelés **facteurs de production**. On distingue principalement **deux facteurs de production** : le **capital** et le **travail**.

#### 1- Classification des entreprises :

Les entreprises sont classées suivant **trois critères** : le **statut juridique**, la **taille** et l'**activité économique**.

## A- Le statut juridique :

Il met l'accent sur l'**appartenance de l'entreprise**. En effet, on distingue : les **entreprises privées**, les **entreprises publiques** et les **entreprises semi-publiques** ou **para-publiques**.

### - Les entreprises privées :

Il s'agit des entreprises dont le capital provient entièrement des particuliers. Si le capital appartient uniquement à une seule personne et lorsqu'il n'y a pas de différence entre le **patrimoine du propriétaire** de l'entreprise et les **ressources de l'entreprise** elle-même, on parlera en ce moment d'**entreprise individuelle**.

**Exemple** : les **artisans** et les **petits commerçants**.

Par contre, si le capital provient de **deux ou plusieurs personnes**, on parlera de société.

**Exemple** : **SODIOUF, SOSAF, SOTAF**.

### - Les entreprises publiques :

Ce sont des entreprises dont l'intégralité du capital provient de l'**Etat**.

**Exemple** : **COMATEX, BATEX, Abattoir frigorifique, SONATAM**, etc.

### - Les entreprises mixtes ou para-publiques :

Elles regroupent les entreprises dont une partie du capital provient de l'Etat et l'autre des particuliers.

**Exemple** : **SOTELMA-MALITEL, BRAMALI, EDM-SA, SOMAGEP-SA**, etc.

## B- La Taille :

La taille d'une entreprise dépend de l'**effectif** de son **personnel**, ce qui donne lieu à **trois types** d'entreprise : les **petites**, **moyennes** et **grandes entreprises**.

- **Les petites entreprises :**

Elles sont celles dont l'effectif ne dépasse pas **50 travailleurs**.

- **Les moyennes entreprises :**

Ce sont des entreprises qui ont un effectif compris entre **50 et 500 travailleurs**.

- **Les grandes entreprises :**

Elles ont un effectif au-delà de **500 travailleurs**.

**C- Activité économique :**

Du point de vue de l'activité économique, on distingue des entreprises du **secteur primaire** (**entreprises agricoles ou pastorales**) ; les entreprises du **secteur secondaire** (**industries, mines et BTP**) et les entreprises du **secteur tertiaire** (**commerce, services...**)

**2- Les fonctions de l'entreprise :**

Les **fonctions** d'une entreprise se résument au nombre de **(5)** : les **fonctions administrative, technique** ou de **production, commerciale, financière** et de **gestion du personnel**.

**a- La fonction administrative :**

Elle vise à organiser, coordonner, contrôler et prévoir les activités.

#### **b- La fonction technique ou de production :**

Elle se charge de la gestion de l'ensemble des **outillages** et **matériels** sans lesquels l'entreprise ne peut fonctionner.

Les fonctions techniques consistent également à transformer les **matières premières** en **produits finis** suivant les bonnes **normes** et les exigences de la **clientèle** ciblée.

#### **c- La fonction commerciale :**

Cette fonction veille à la **distribution** des produits ou des **marchandises**, ce qui passe par une **étude du marché**, la **gestion des stocks** et le **choix des fournisseurs**.

#### **d- La fonction financière :**

Elle se charge de la recherche des **ressources financières**, c'est-à-dire la recherche et la gestion de capitaux dont l'entreprise a besoin pour se développer.

#### **e- La fonction gestion du personnel :**

Elle vise à la **sélection**, la **gestion** et l'**intégration** des **ressources humaines** dans l'entreprise.

#### **XI- La Combinaison productive :**

La fonction principale de toute entreprise étant la production des biens ou des services marchands en vue de réaliser du profit, ainsi il incombe à l'**entrepreneur** de combiner les facteurs de production qui lui permettront de maximiser ses profits, d'où le terme « **combinaison productive** ».

## 1- Notion de fonction de production :

On appelle notion de fonction de production d'une entreprise, la relation qui s'établit entre la **quantité produite (Out put)** et les **facteurs de production utilisés (In put)**. Elle est l'expression mathématique de la combinaison productive :

**quantité produite** ←  $Q = f(K, C)$  → **Travail**

|

**Capital**

## 2- La combinaison productive :

Elle est l'opération qui consiste à utiliser une certaine quantité de capital et de travail afin d'obtenir un volume de production donnée.

La combinaison productive est dite « **optimale** » lorsqu'elle minimise le coût ou maximise le profit ou le bénéfice.

Le choix de la combinaison productive présente **deux aspects** : **technique** et **économique**.

### a- Aspect technique :

C'est l'ensemble des combinaisons d'input qui permet d'obtenir lorsqu'elles sont utilisées de façon efficace (sans **gaspillage**) un même niveau d'out put donné.

### b- Aspect économique :

Face plusieurs combinaisons permettant d'aboutir à une même quantité de produite, l'entrepreneur choisira toujours la combinaison la plus efficace et la moins coûteuse.

**NB.** Une combinaison est dite « **capitalistique** » lorsque la part du capital est très élevée et elle est dite « **travallistique** » ou à « **haute intensité de main-d'œuvre** » lorsque la part du travail est très importante.

## XII- Le Rendement :

### Définition :

Le rendement est la capacité d'une entreprise de produire une quantité donnée de biens et services à partir d'une certaine quantité de facteurs de production.

### A- Productivité du facteur travail :

#### 1- La productivité moyenne du travail :

Encore appelé **produit physique moyen du travail (PPML)**, c'est le produit que rapporte une unité de facteur travail dans la production totale. Elle est obtenue en faisant le rapport du produit physique total et le nombre d'unités de travail utilisé pour le réaliser :

$$\text{PPML} = \frac{\text{PPT}}{\text{L}} \quad \text{ou} \quad \text{PML} = \frac{\text{Q}}{\text{L}}$$

#### 2- Productivité marginale du travail :

C'est le produit supplémentaire que rapporte une unité supplémentaire du facteur travail.

$$\text{PPML} = \frac{\Delta \text{PPT}}{\Delta \text{L}} = \frac{\text{PPT}_2 - \text{PPT}_1}{\text{L}_2 - \text{L}_1}$$

### B- La productivité du facteur capital:

### 1- La productivité moyenne du capital :

C'est le produit que rapporte une unité du facteur capital dans la production totale. Pour l'obtenir, nous devons poser le rapport du produit physique total (la quantité produite **out put**) et la quantité de capital utilisé :

$$\text{PPMK} = \frac{\text{PPT}}{\text{K}} \text{ ou } \text{PMK} = \frac{\text{Q}}{\text{K}}$$

### 2- La productivité marginale du capital :

C'est le produit supplémentaire que rapporte une unité supplémentaire du capital :

$$\text{PPmK} = \frac{\Delta \text{PPT}}{\Delta \text{K}} = \frac{\text{PPT2} - \text{PPT1}}{\text{K2} - \text{K1}}$$

### C- Le rendement factoriel :

Le rendement factoriel est la variation du niveau de production suite à une variation du seul facteur variable (en général le **facteur travail**).

Le rendement des facteurs de production peut être **croissant**, **décroissant** ou **constant**.

### D- Le rendement d'échelle :

C'est la variation du niveau de production suite à une variation de tous les facteurs de production. Ce sont des rendements de taille de l'entreprise. La production est proportionnelle aux facteurs de production.

On peut alors voir apparaître différentes zones de rendement d'échelle :

- **La première** est une zone de rendement d'échelle croissante, car le produit total augmente dans les proportions plus grandes que les facteurs de production. On parlera en ce moment d'« **économie d'échelle** ».

- **La deuxième** est une zone de rendement d'échelle constante puisque la production augmente au même rythme que les facteurs de production.

- **La troisième** est une zone de rendement d'échelle décroissante car la production augmente dans des proportions inférieures que les facteurs de production.

**Exemple :** les **matières premières**, **l'énergie**, les **salaires**, le **loyer**, les **primes d'assurance**.

#### **E- Coût moyen et coût marginal :**

##### **1- Coût moyen :**

C'est le coût unitaire, autrement, dit la dépense effectuée par l'entreprise pour la production d'une unité de bien :

$$\text{CM} = \frac{\text{coût total}}{\text{Quantité produite}} \quad \text{CM} = \frac{\text{CT}}{q}$$

##### **2- Coût marginal :**

C'est le coût supplémentaire que l'entreprise supporte en cas d'une unité supplémentaire de bien produit :

$$\text{Coût marginal} = \frac{\Delta CT}{\Delta q} = \frac{CT_2 - CT_1}{q_2 - q_1}$$

### XIII- La Monnaie :

Autrefois, les échanges entre les individus étaient régis par un système appelé « **troc** » qui consistait à échanger un bien contre un autre.

Au fil du temps, ce système s'est avéré inefficace d'où l'avènement de la **monnaie**. Les économistes définissent la monnaie comme tout ce qui est généralement accepté en **payement** de bien ou de service ou pour le **remboursement** des **dettes** et se distingue du patrimoine comme du revenu.

#### 1- Les fonctions de la monnaie :

On distingue traditionnellement **trois fonctions** de la monnaie qui sont :

##### - **Instrument d'échange :**

Elle permet de faciliter les **transactions** car c'est un **actif** qui est accepté par tous et à tout moment dans le règlement des dettes issues des échanges.

##### - **Unité de compte (étalon de mesure)**

Elle permet d'évaluer les valeurs des biens et des services échangeables sur un marché, c'est-à-dire elle permet de fixer les prix des biens et des services.

- **Réserve de valeur :**

La monnaie est une réserve de valeur qui servira à tout moment dans le temps. Elle permet donc à son détenteur de conserver une richesse qu'il pourra dépenser à temps voulu.

Cependant, en cas d'**inflation (hausse généralisée)** des prix des biens et services, le pouvoir d'achat sera du coup diminué et cette richesse n'aura pas sa valeur d'antan.

## 2- Les formes de monnaie :

On distingue **quatre types** de monnaie :

- **La monnaie divisionnaire ou métallique :**

Elle regroupe l'ensemble des pièces en circulation dans une économie.

- **La monnaie fiduciaire :**

C'est la monnaie en papier, elle désigne l'ensemble des **billets de banque** détenus par les agents économiques.

- **La monnaie scripturale :**

Il s'agit de la monnaie créée par un simple jeu d'écriture. Elle est constituée par l'ensemble des **soldes crédités** par des agents non bancaires (**ménages, entreprises, etc.**).

Le développement de la monnaie scripturale s'explique par des raisons de commodité et de sécurité.

### 3- Le processus de création monétaire :

La création monétaire consiste en la transformation de **créance** détenue par les **banques** sur les agents non financiers en moyens de paiement aisément utilisables pour effectuer des **transactions**.

Le **système bancaire** est structuré en **trois niveaux hiérarchiques** :

- **Au premier rang**, se trouve la **Banque Centrale** qui constitue en quelque sorte la **banque des banques** et qui est l'**institut d'émission** de la **monnaie**.

- **Au second rang**, se trouvent les banques commerciales qui créent chacune une **monnaie Scripturale**

- **Les agents non financiers**, se trouvent au troisième rang et n'entretiennent que des relations directes de second rang avec la banque de leur choix.

Parmi ces **trois catégories** d'agents, seuls les banques disposent du **pouvoir** de créer de la monnaie en transformant les créances en moyens de paiement.

Il y a :

- création de monnaie scripturale par les banques commerciales ;
- création de monnaie scripturale **130** et de monnaie fiduciaire par la banque centrale.

Chaque fois qu'une banque accorde un **crédit**, elle crée de la monnaie scripturale. Le **remboursement** du crédit est à l'origine d'une destruction de monnaie.

Les banques de **second rang** ou banque commerciale, créent de la monnaie scripturale à l'occasion de **trois types d'opération** :

- Lorsqu'elles octroient du crédit aux agents non financiers tels que les ménages et les entreprises.

- Lorsqu'elles octroient un crédit au **trésor public** en **souscrivant** des **bons** du trésor. Les bons du trésor sont des crédit à titre **d'emprunt public** à court terme (**2 ou 7 ans**)

- Lorsqu'elles créditent le compte d'un agent en échange de **devises**.

La banque centrale crée de la monnaie au cours de **deux types d'opération** :

- Si les banques de second rang ont besoin de monnaie centrale.
- Si la banque centrale acquiert des devises, un excédent de la **balance commerciale** qui est

Associé à une entrée nette de devise, se traduit par une création monétaire.

A l'inverse, un **déficit commercial** doit se traduire par une sortie nette de devise, c'est-à-dire une destruction de monnaie.

#### 4- La masse monétaire :

##### a- Mesure du stock monétaire :

La **masse monétaire** représente l'ensemble des monnaies disponibles dans un pays.

Pour la déterminer, nous faisons recours à des outils appelés **agrégats**.

- La masse monétaire au sens **M1** ou disponibilité financière :  **$M1 + M\Delta + MF + MS$** .

**MD** : monnaie divisionnaire

**MF** : monnaie fiduciaire

**MS** : monnaie scripturale

- La masse monétaire au sens **M2** (masse monétaire au sens strict) :  **$M2 = M1 + QM$** .

**QM= quasi monnaie = épargne liquide**. A titre d'**exemple** : on trouve dans la quasi monnaie, les dépôts à terme, les bons de caisse, les comptes spéciaux d'épargne, les certificats de dépôts.

- La masse monétaire au sens **MO** (ou masse monétaire au sens large).

**$M3 = M2 + EA$** .

**EA = épargne affectée**, elle est composée de l'**épargne logement** et les **emprunts obligataires**. **M3** est aussi appelé l'ensemble des **liquidités de l'économie (L)**, elle permet de calculer le taux de liquidité :

$$L \leftarrow M3$$

$$\text{Taux de liquidité} \leftarrow I = \frac{L}{\text{PIB}} \times 100$$

**PIB**

**b- Les contreparties de la masse monétaire :**

Ce sont des éléments qui sont à l'origine de la création de la monnaie :

**- Les crédits à l'économie :**

Ce sont toutes les créances représentant les crédits distribués par des établissements financiers aux agents économiques. Elles représentent la majeure partie des contreparties de la masse monétaire.

**- Les avances au trésor :**

Le trésor réclame des **avances** pour équilibrer son **budget**.

**- Les créances sur l'étranger :**

Ce sont les principaux moyens au niveau international, notamment les devises.